



Rassemblement devant la DSDEN (Yzeure) mercredi 24 juin à 15 h pour défendre nos revendications !

Les organisations syndicales CGT éduc'action, FNEC FP FO, FSU, SNALC et SUD éducation ont pris connaissance des déclarations du président puis du ministre concernant les dispositions envisagées à partir du 22 juin.

Les personnels, sommés d'appliquer un nouveau protocole, qui comme les précédents n'a de sanitaire que le nom, seraient contraints de mettre en place de nouvelles règles, tout aussi inapplicables que les précédentes. Un nouveau casse-tête pour les collègues, une nouvelle pagaille générale annoncée !

Mais le ministre ne se contente pas de provoquer le désordre dans les écoles et les établissements à grand coups de mesures contradictoires, il met aussi à profit la crise sanitaire pour avancer dans ses objectifs de remise en cause de l'école publique et des statuts des personnels.

Ainsi, il met en place les 2S2C pour que les collectivités territoriales prennent en charge les élèves sur le temps scolaire.

Il entend aussi faire passer une proposition de loi visant à créer un emploi fonctionnel de directeur d'école, qui les transformerait de fait en supérieur hiérarchique soumis aux IA-DASEN et aux élus locaux, bouleversant ainsi le fonctionnement des écoles.

Il poursuit sa politique de suppressions de postes dans l'Education Nationale. Il ne répond pas aux revendications des AESH.

Pire, il organise une répression inacceptable envers les personnels qui entendent résister à ses réformes, et notamment les syndicalistes.

Et, alors qu'il poursuit ces mesures inacceptables, les enseignants sont traînés dans la boue à longueur de journée dans les médias ! Trop c'est trop ! Nous ne confinerons pas notre colère et nos revendications !

Les organisations syndicales CGT éduc'action, FNEC FP FO, FSU, SNALC et SUD éducation appellent les personnels à se rassembler mercredi 24 juin devant la DSDEN à 15h pour exiger :

- L'abandon des 2S2C et de la proposition de loi sur la direction d'école.
- L'arrêt des suppressions de postes et la création des postes nécessaires dans l'Education Nationale.
- La création d'un vrai statut avec un vrai salaire pour les AESH.
- L'abrogation de la réforme du baccalauréat et du lycée, des E3C et de Parcoursup.
- L'augmentation des salaires et l'augmentation du point d'indice.
- L'arrêt total des mesures et procédures engagées contre tous les personnels ayant participé à des actions syndicales contre les réformes et le Bac Blanquer.